

DECRET N°2010- 268 /PRES/PM/MEF
portant autorisation de perception de recettes
relatives aux prestations de la Direction du
Domaine affecté de l'Etat (DDAE).

Visa CF 4 0474

LE PRESIDENT DU FASO, 21-05-2010
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,



- VU** la Constitution ;
VU le décret n°2007-349/PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;
VU le décret n°2010-105/PRES/PM du 12 mars 2010 portant remaniement du Gouvernement ;
VU le décret n°2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;
VU le décret n° 2008-154/PRES/PM/MEF du 02 avril 2008 portant organisation du Ministère de l'économie et des finances ;
VU la loi n° 006-2003/AN du 24 janvier 2003 relative aux lois de finances ;
VU le décret n°2005-255/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant règlement général sur la comptabilité publique ;
VU le décret n° 2005-256/PRES/PM/MFB du 12 mai 2005 portant régime juridique applicable aux comptables publics ;
VU le décret n°2005-257/PRES/PM/ MFB du 12 mai 2005 portant régime des ordonnateurs et des administrateurs de crédits de l'Etat et des autres organismes publics ;
VU le décret n°2005-258/PRES/PM/ MFB du 12 mai 2005 portant modalités de contrôle des opérations financières de l'Etat et des autres organismes publics ;
VU le décret n° 2006-186/PRES/PM/MFB du 2 mai 2006 portant création de perceptions spécialisées auprès des départements ministériels et des institutions ;
Sur rapport du Ministre de l'économie et des finances ;
Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 28 avril 2010 ;

DECRETE

ARTICLE 1 : Il est autorisé la perception des recettes relatives aux prestations suivantes rendues par la Direction du Domaine affecté de l'Etat (DDAE) :

- la vente aux enchères publiques du matériel et mobilier réformés de l'Etat et de ses démembrements ;
- la vente d'immeubles appartenant à l'Etat ;
- la location d'immeubles appartenant à l'Etat.

ARTICLE 2 : Les recettes réalisées sont réparties entre le budget de l'Etat et/ou de ses démembrements, et le fonds d'équipement de la Direction générale du patrimoine de l'Etat.

ARTICLE 3 : Les tarifs applicables aux différentes prestations ci-dessus citées ainsi que les modalités de perception et de répartition des recettes sont fixés par arrêté du Ministre chargé des finances.

ARTICLE 4 : Les recettes perçues donnent lieu à la délivrance d'une quittance extraite d'un journal à souche préalablement coté et paraphé par le receveur général ou par tout autre mandataire habilité.

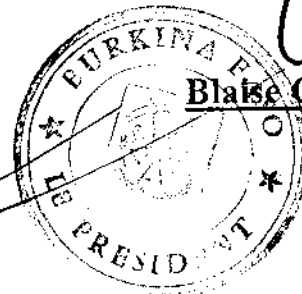
ARTICLE 5 : Le Ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 25 mai 2010

Le Premier Ministre

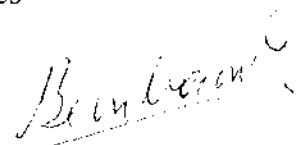


Tertius ZONGO



Blaise COMPAORE

Le Ministre de l'économie
et des finances



Lucien Marie Noël BEMBAMBA